

Solidaires en action N° 33

Le 8 mars 2010

Réussir le 23 mars, travailler à la suite...

Lors du Bureau national du 4 mars, les organisations nationales ont confirmé l'engagement de l'Union syndicale Solidaires dans la réussite des grèves et manifestations, partout en France, le 23 mars. Dans plusieurs secteurs professionnels, des appels à la grève unitaire sont lancés, certaines organisations de Solidaires mettent la pression depuis des semaines pour un mouvement reconductible (Solidaires Douanes, SUD-Rail, SUD Education, par exemple, allient appel unitaire et campagne pour aller au-delà des « 24 heures »), les réunions unitaires s'organisent dans les départements pour organiser les manifestations et parfois lancer des appels interprofessionnels à la grève.

Réussir la mobilisation interprofessionnelle autour du 23 mars est indispensable. Ca ne sera pas suffisant, et nous devons poursuivre le travail d'explications sur les enjeux, continuer à débattre avec les militant-e-s d'autres syndicats à propos de la stratégie d'action, **utilisons massivement les outils Solidaires : le 4 pages Retraite, les tracts thématiques de la campagne Retraite qui commencent à être publiés, le tract d'appel au 23 mars, celui reprenant notre bilan de l'année 2009, ...**

Samedi 13 mars, manifestations pour le droit au logement

Le 15 mars, qui marque la fin de la trêve hivernale et le retour des expulsions, risque cette année d'être dramatique pour un nombre croissant de personnes... Demain l'huissier peut frapper à n'importe quelle porte, locataire, accédant, occupant précaire ...

A Paris la manif part à 15h
de la Place de la République

La flambée des loyers, de l'immobilier, et des charges, y compris en HLM, conjuguées à la baisse des revenus, a rendu difficile voire impossible l'accès à un logement stable pour les familles populaires, les salariés modestes, les jeunes, les précaires, les personnes vulnérables. **La cherté du logement réduit le pouvoir d'achat des ménages, voire les précarise.** L'offre de logements à loyer abordable est très nettement insuffisante. Les formes d'habitat précaire se développent, les marchands de sommeil s'enrichissent, la crise du logement s'étend.



En 2010, le budget de l'Etat en faveur du logement social est en baisse. Le gouvernement ne tient pas ses engagements. De nombreuses familles sont expulsées sur autorisation de certaines Préfectures, alors qu'elles doivent les reloger en vertu de la loi DALO (droit au logement opposable de 2007). La loi Boutin a encore restreint les droits des locataires (entorses au droit au maintien dans les lieux), tandis que les nouvelles « Conventions d'utilité sociale » organisent la marchandisation du parc HLM. La nouvelle « Garantie des risques locatifs », vantée par le gouvernement, ne s'accompagne d'aucune mesure en faveur d'un encadrement des loyers et ne s'attaque donc pas au cœur du problème. Rien n'est fait pour encadrer le marché, décourager la spéculation et la vacance des logements, et faire reculer la crise du logement.

Dans ce contexte, nous exigeons :

- Un moratoire sur les expulsions locatives.
- Le droit à un logement stable, au lieu de la précarisation des locataires.
- L'encadrement des loyers et des charges, la taxation de la spéculation immobilière, pour rendre le logement accessible à tous.
- La réalisation massive de vrais logements sociaux.
- L'application de la loi de réquisition.
- Le refus de la marchandisation du logement social et l'abrogation de la loi Boutin.

Signataires : CNL, CSF, DAL, AC !, ACDL, ADVOCACY, AIH, AITEC, ANECR, APEIS, ATTAC, Bagagérie, Caravane Solidaire, CAL, FSU, Jeudi Noir, HIC, LDH, Union Syndicale Solidaires, SNES, Stop Précarité, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature...

Total Dunkerque, plus que jamais : Solidaires !

Lors du rassemblement du 8 mars devant le siège de Total, nous avons montré encore une fois, que « Solidaires » n'était pas qu'un mot. Pour les camarades de la Raffinerie des Flandres, la lutte continue ! Et la soutien passe, aussi, par la solidarité financière : chèques à l'ordre de SUD Chimie Dunkerque, adressé à Philippe Wullens SUD Chimie c/o Solidaires 59/62, 84 rue de Cambrai 59000 Lille. Pour les messages de soutien à la section SUD : philippe.wullens@free.fr



Plus de 1 000 Ecureuils mettent leurs patrons au tribunal

SUD Caisse d'Epargne résume une action entamée depuis des mois, pour que les salarié-e-s récupèrent leur dû.



S'il y a une chose que nous ne pouvons dénier à nos patrons successifs, c'est leur obstination dans la poursuite d'une politique désastreuse pour le personnel et pour les clients de notre Groupe. **Mais non contents d'être incompetents, les patrons peuvent se flatter d'avoir ajouté le qualificatif de « voyous » à leur titre après avoir refusé sans vergogne de procéder aux régularisations salariales qu'ils étaient pourtant tenus de réaliser.** En effet, en 2001, après avoir brutalement dénoncé le statut du personnel, en l'absence d'accord majoritaire, les patrons ont unilatéralement mis en œuvre un nouveau statut dont la principale caractéristique était de violer le code du travail et de spolier les salariés.

Après avoir mis en demeure la direction de procéder aux régularisations salariales et faisant le constat du refus de celle-ci à mettre un terme à ses pratiques illégales, **Sud Caisses d'Epargne** a engagé un bras de fer juridique avec les patrons *rapetout* pour rétablir le personnel dans ses droits.

Aujourd'hui, après plusieurs années de procédure, au moment où notre action a permis à une première vague de collègues de bénéficier de rappels de salaires souvent conséquents, les patrons qui n'ont pas peur du ridicule sont venus mielleusement et fielleusement solliciter un moratoire (sic !) auprès de **Sud** en échange de vagues promesses.

Ils sont repartis avec la seule réponse qu'ils méritaient : une deuxième vague de dépôts de dossiers devant les Prud'hommes. Et cela n'est pas fini car chaque jour de nouveaux collègues viennent nous confier leur dossier pour agir en justice dans cette affaire. « **Le droit des salariés contre la loi des patrons** », le slogan porté par **Solidaires** lors des dernières élections prud'homales, trouve avec notre action une concrétisation exemplaire.

Des milliers de travailleurs/ses en grève depuis 5 mois !

L'information aurait fait la une des journaux, s'il ne s'était agi de travailleurs/ses sans-papiers, donc parmi les franges les plus précaires et exploitées du prolétariat moderne. Pourtant ce sont bien **environ 6 000 travailleurs/ses (dont plus de 500 femmes, la majorité dans l'aide à la personne) qui sont en grève illimitée depuis le 12 octobre dernier.** Ce mouvement touche plus de 1 000 entreprises en Ile-de-France, à l'appel de 11 syndicats et associations de soutien aux immigré-e-s.

Solidaires, avec la CGT, est l'un des syndicats les plus impliqués dans cette lutte particulièrement difficile avec une dizaine de piquets rassemblant des centaines de travailleurs/ses, travaillant dans les métiers dit "en tension" du bâtiment, du nettoyage et de la restauration. Avec le groupe des 11 et les comités de soutien locaux, les grévistes s'organisent pour sortir de l'invisibilité et arracher les promesses d'embauches des patrons qui les ont exploités.

Nombreux/ses ont été celles et ceux qui ont été délogé-e-s des piquets de grève par des vigiles ou la police. Certains, comme nos camarades de la société d'intérim Multipro, ont même été victimes d'agressions physiques et racistes d'une milice patronale. Des initiatives se multiplient (voir le court-métrage réalisé par le collectif de cinéastes), mais ces travailleurs ont besoin de l'aide active des militant-e-s de Solidaires :

- ➔ pour le **soutien financier**, car ils/elles sont **sans ressources depuis des mois**. Au-delà des difficultés importantes rencontrées pour l'accès au droit au logement, à la santé, au transport, ils ont aujourd'hui à peine de quoi se nourrir. On peut faire des dons individuels ou collectifs en ligne, ou des chèques de nos structures syndicales, des CE.
- ➔ pour le **soutien actif dans les luttes**, car les travailleurs/ses sans-papiers sont isolé-e-s et trop peu soutenu-e-s face au grand patronat et à l'Etat qui ont institué ce système d'exploitation depuis des décennies.

Les militant-e-s de Solidaires doivent aller à la rencontre des grévistes, les inviter dans nos réunions syndicales, renforcer les comités de soutien, informer sur ce mouvement inédit pour briser le mur du silence médiatique, organiser des caisses de solidarité.

Solidarité financière : chèques à l'ordre de Solidaires 75, en précisant « grève sans papiers »

Solidaires soutient le documentaire « *D'égal à égales* »

Un film de Corinne Mélis et Christophe Cordier. Avec le soutien de Canal Marches et de Corinne Bondu, productrice indépendante. Né il y a 4 ans, lors d'une rencontre entre une doctorante et un cinéaste impliqués dans le mouvement social, ce film propose les portraits croisés de quelques pionnières qui ont choisi l'action collective face aux injustices rencontrées dans leur milieu de travail. 50 ans après les premiers mouvements d'émancipation des femmes, voici un film qui nous plonge immédiatement au cœur des préoccupations quotidiennes de toutes les femmes qui travaillent aujourd'hui. Voici surtout un film nécessaire qui tente de réparer un oubli majeur en montrant celles qu'on ne voit jamais et qui, de l'extérieur, semblent cumuler toutes les discriminations : femmes, immigrées ou filles d'immigrés, ouvrières ou travailleuses du secteur des services aux particuliers ou aux entreprises.

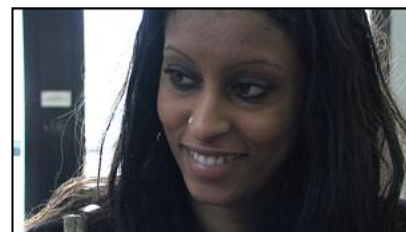
Elles n'ont que rarement l'occasion de faire entendre leur voix. **Ces quatre femmes nous font toucher du doigt le moment, toujours à conquérir à chaque génération, où un individu s'autorise à devenir le sujet de sa propre histoire en prenant la parole.** Loin de la langue de bois et sans complaisance avec les institutions, « D'égal à égales » veut susciter le débat et peut s'intégrer dans nombre de programmations et de rencontres concernant les femmes, les multiples visages du syndicalisme, le racisme et les discriminations.

Ce film s'intéresse à des pionnières. **Elles sont migrantes ou filles d'immigrants, et syndicalistes.** Elles ont choisi de s'engager face à la dureté des conditions de travail et à la précarité des salarié-e-s dans les secteurs du nettoyage, du commerce, des services aux particuliers, d'industries à l'agonie, où l'on retrouve nombre de femmes issues de l'immigration. En provenance d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest, elles s'inscrivent dans une histoire migratoire post-coloniale qui imprègne leur cheminement individuel. Travailleuses et syndicalistes, elles bousculent les stéréotypes sur les « femmes immigrées ». Activistes en milieu masculin, elles sortent des rôles féminins attendus.

Enfin, elles ne cessent de se déplacer : des banlieues de résidence à leur lieu de travail, d'un lieu de travail et d'une région à l'autre lorsque l'usine ferme ou qu'elles sont licenciées, de leur lieu de travail au syndicat, de « tournées syndicales » en négociations, de réunions en manifestations, de l'espace public aux espaces privés. Traversant et retraversant ces multiples frontières, elles incitent leurs interlocuteurs à modifier leur regard sur les femmes, sur les immigré-e-s, sur les ouvrier-e-s et les précaires. Elles sont peu nombreuses dans ce cas : Nora, l'assistante maternelle dont les premiers pas de secrétaire générale ouvrent le film est l'une de ces pionnières, tout comme Dorothee, Keira, et Anissa.

Par delà les conflits du travail, elles nous racontent une démarche d'émancipation individuelle et collective dans une société où sexisme et racisme restent d'actualité, tandis que s'accroît la précarisation du salariat. Dans l'espoir d'être traitées, enfin, « d'égal à égales ».

Le tournage en est bientôt terminé, et le montage est imminent. Les auteur-e-s ont besoin de votre soutien financier pour mener ce chantier à terme, en particulier pour financer le montage. Des structures Solidaires ont déjà décidé de soutenir financièrement (Solidaires national, SUD Culture Solidaires, SUD-Rail, ...), pour faire de même : <http://egales.eu/index.html>



Education nationale : amplifier les mobilisations !

La fédération SUD éducation soutient les mobilisations qui se sont déroulées dans plusieurs académies et notamment le mouvement de grève qui s'est étendu sur l'académie de Créteil depuis début février et qui a touché des secteurs de la région parisienne à la veille des vacances de cette zone.

Elle soutient les axes de la plate forme revendicative votée par les personnels en région parisienne :

- ➔ **Pour la restitution des postes** supprimés et les créations nécessaires de personnels enseignants et agents dans l'Education Nationale de la maternelle à l'université.
- ➔ Contre la suppression de 16000 postes à la rentrée prochaine, aux classes surchargées et au non remplacement des personnels.
- ➔ **Pour l'abrogation de la loi de mobilité** des fonctionnaires qui autorise les licenciements dans la fonction publique.
- ➔ **Pour la titularisation** de tous les personnels précaires sans condition.
- ➔ **Contre la précarité** dans les 1^{er} et 2nd degrés et le supérieur.

- Pour un véritable service public de l'Education Nationale de l'école maternelle à l'université.
- Retrait de toutes les réformes qui visent à le démanteler : réforme Châtel des lycées et lycées professionnels, Darcos du premier degré, de la mastérisation,...

La fédération SUD Education appelle dans les académies qui rentrent de congé, tous les personnels de la maternelle à l'université à amplifier leur action ou à rejoindre le mouvement qui se développe. Pour soutenir les mobilisations engagées, la fédération SUD Education a appelé au sein de l'intersyndicale second degré à la grève nationale et à des manifestations le 12 mars, première semaine où toutes les académies seront au travail.

La Fédération SUD Education porte de nouveau, auprès des autres organisations syndicales :

- la demande d'un appel inter catégoriel dans toute l'éducation pour le 12 mars ;
- la nécessité de mettre en débat dans les AG de personnels et dans les intersyndicales la reconduction de la grève à partir du 12 pour construire un mouvement d'ampleur pouvant faire reculer le gouvernement ;
- la perspective d'une jonction interprofessionnelle le 23 mars pour construire un rapport de force global et un mouvement d'ensemble.

Des étudiant-e-s en grève des loyers, contre l'insalubrité

Depuis un mois, les étudiantes et étudiants résidents des Cités-U du CROUS dénoncent les conditions dans lesquelles ils/elles sont logé-e-s, et principalement les problèmes d'insalubrité dus au manque de moyens et d'investissement du Centre régional des œuvres universitaires (CROUS) et de l'État. Entre 300 et 350 d'entre eux ont donc décidé de suspendre le paiement de leur loyer à compter de février.

Les résidences universitaires en questions sont « classiques » et souvent anciennes : 9 m² en moyenne, équipées d'un « coin lavabo » par chambre, cuisines communes, douches communes, W.C communs et le tout dans un état d'insalubrité évident.

L'insalubrité : en détail, il s'agit des plafonds moisissés, de douches minuscules et non-aérées, l'humidité fait naturellement des ravages, des fuites sont observées, les canalisations laissent elles-aussi à désirer et ne sont certainement pas aux normes (notamment dans les bâtiments datant de la fin des années 70), les murs sont également en mauvais état, lézardés, des morceaux tombent, la peinture murale est à refaire et enfin certain-e-s étudiant-e-s se battent contre les blattes et autres bestioles en tout genre qui vivent quotidiennement à leurs côtés.

Il s'agit donc bel et bien d'un problème d'insalubrité, dépassant la question du confort. La fédération des syndicats SUD étudiant réaffirme son soutien aux étudiant-e-s mobilisé-e-s. Nous affirmons notre disponibilité pour toute action de soutien aux étudiants grévistes, dans l'unité la plus large. Nous insistons également sur la nécessité de ne pas laisser ceux/celles-ci isolé-e-s une fois certaines échéances électorales passées. **La fédération des syndicats Sud étudiant considère que chaque étudiant a droit à un niveau digne et décent de vie et non de survie.** L'insalubrité constatée met en danger chacun des habitants des Cités-U concernées par cette grève et nous ne l'acceptons pas.

C'est à l'État de réhabiliter les bâtiments, de les rénover, de construire de nouvelles résidences, ce n'est pas le moment de se désengager financièrement compte-tenu des conditions actuelles de logement et les subventions doivent être à hauteur des besoins observés.

Le squat la Marquise à Paris, cette grève et toutes les luttes du logement, sans oublier tous ceux et toutes celles qui vivent dans des conditions indignes, nous rappellent la condition déplorable du logement étudiant, et plus généralement pointent la précarité quotidienne à laquelle doit faire face une large frange de la population étudiante. Malgré les menaces de procédures de recouvrement cette grève doit persister dans l'attente de voir s'opérer la mise en chantier espérée. La fédération des syndicats Sud étudiant réaffirme son soutien aux étudiant-e-s des cités universitaires de Lille et de Villeneuve d'Ascq dans leurs mouvements de grève des loyers qu'elle considère comme exemplaire jusqu'à la satisfaction de toutes leurs revendications et se tient prête à apporter un soutien logistique et juridique.

Faisons circuler l'information !

Ci-joint la reproduction (très partielle : c'est un vrai « 4 pages ») du premier numéro de « *Solidaires Loiret en action* », destiné aux adhérent-e-s des syndicats Solidaires de ce département. **Transmettez-nous vos bulletins** (qu'ils s'appellent « Solidaires en action » ou pas !), **c'est ainsi que nous enrichissons l'information de tous.**

Solidaires Loiret *en action*

Bulletin d'information de l'Union interprofessionnelle Solidaires Loiret / n°1 / le 1^{er} mars 2010

Un bulletin au service de l'interpro

A l'image du bulletin national *Solidaires en action*, la version départementale que vous avez entre les mains veut informer les adhérents et sympathisants des syndicats et sections syndicales membres de l'actualité de l'Union interprofessionnelle Solidaires Loiret. Toutes les structures peuvent y contribuer en envoyant des informations sur leurs actions et leur développement.

C'est un outil pour toutes et tous. Un outil qui veut témoigner de la vitalité de notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale. Alors à très bientôt !

